

Le Premier Ministre

Paris, le 5 mai 2021

n° 6266/SG

Le Premier ministre

à

Monsieur le ministre de l'Europe et des affaires étrangères

Madame la ministre de la transition écologique

Monsieur le ministre de l'économie, des finances et de la relance

Monsieur le ministre des outre-mer

Madame la ministre de la mer

Madame la ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation

Madame la ministre déléguée auprès du ministre de l'économie, des finances et de la relance, chargée
de l'industrie

Objet : stratégie nationale d'exploration et d'exploitation des ressources minérales dans les grands fonds marins.

Pièce jointe : un plan d'action pour les trois prochaines années.

Lors du Comité interministériel de la mer (CIMER) du 22 janvier dernier, j'ai validé la stratégie nationale d'exploration et d'exploitation des ressources minérales dans les grands fonds marins qui va encadrer l'action publique et orienter l'action des opérateurs privés sur les dix prochaines années. Cette stratégie est le fruit du travail engagé par le Secrétariat général de la mer et du groupe de travail animé par Monsieur Jean-Louis LEVET, et auquel vos services ont activement participé.

Il convient à présent de mettre en place les outils et les premières actions qui traduiront dans les faits notre ambition.

La première mesure consiste à mettre en place auprès du Secrétaire général de la mer une mission interministérielle pour porter la stratégie : cette mission sera dirigée par Monsieur Jean-Louis LEVET. Certains d'entre vous doivent mettre à disposition de la mission un collaborateur ou désigner un référent, dont le profil vous a été précisé, qui devra être disponible au moins à mi-temps au sein de l'équipe. Je vous demande de prendre toutes les mesures utiles pour que la mission soit installée et commence à fonctionner avant la fin du mois d'avril.

La deuxième mesure est de lancer dès à présent les cinq priorités que nous avons arrêtées en CIMer. Des actions concrètes doivent être engagées et la note ci-joint en fait un recensement, en identifiant pour chacune le ministère pilote, le calendrier et une évaluation des crédits correspondants, sur les prochaines années. À titre prévisionnel, je vous demande de programmer ces dépenses dans vos prévisions budgétaires des exercices correspondants. La mission interdisciplinaire qui doit se mettre en place ajustera régulièrement ces montants en fonction de l'avancée du programme.

La ministre de la Mer et le Secrétaire général de la mer me rendront régulièrement compte de l'avancement de la mise en œuvre de cette stratégie, dont nous ferons un point d'étape lors du prochain CIMer.



Jean CASTEX

Copie à :
Monsieur le Secrétaire général de la mer

Plan d'actions GFM resserré pour les 3 prochaines années et répartition des tâches entre les ministères concernés.

Il s'agit de proposer une première feuille de route, présentant les actions concrètes à engager pour mettre en œuvre chacune des cinq priorités, incarnées par huit projets concrets. Le plan total est programmé pour dix ans. Il est aussi proposé une **répartition des tâches par projet entre les différents ministères** concernés, en désignant un ministère porteur (= menant). L'équipe projet GFM décidée par le **CIMER du 22 janvier 2021** sera mandatée pour apporter une expertise collégiale sur les besoins publics et privés à formuler dans les domaines humains, techniques et financiers nécessaires à la mise en œuvre des projets.

Priorité I. Poursuivre et amplifier une action résolue et raisonnée et dans la durée d'acquisition des connaissances sur les écosystèmes des grands fonds et les ressources minérales sous-marines, tant sur le plateau continental que dans la Zone.

Cette première priorité comporte deux volets complémentaires et structurants :

- le premier relatif aux efforts de recherche et d'amélioration des connaissances (y compris techniques) qu'il convient de mener autour de quelques axes bien précis concernant les grands fonds marins (**projet 1**) ;
- le second focalisé sur les chantiers prioritaires à mener à bien, fondés sur des campagnes océanographiques (**projet 2**).

Projet 1. Un **programme de recherche et d'amélioration des connaissances sur les grands fonds marins** dans lequel s'inscrit déjà une partie du PPR « Océan-Climat » qui aura aussi des impacts sur les quatre autres priorités compte tenu de leurs liens étroits. Ce programme est évalué comme un moteur puissant pour mobiliser toute une communauté scientifique nationale et promouvoir ainsi des coopérations européennes et internationales.

Porteur : le MESRI

En fonction des résultats de l'expertise collective et au cours des 18 premiers mois:

- **mise en place d'un réseau des laboratoires concernés** et d'un **comité de pilotage (CoPil) scientifique** constitué par les acteurs publics et privés impliqués par ce programme de recherche.
- Ce CoPil est nécessaire pour organiser la vision globale stratégique du programme entre ces organismes, et élaborer collectivement un état des lieux des différentes facettes de la question des grands fonds : enjeux scientifiques et environnementaux, enjeux économiques et géostratégiques, et positions des parties prenantes intéressées ou impactées. Cet état des lieux (phase préparatoire) peut déboucher de façon concrète, **au bout d'un an**, sur :
 - un programme de recherche réalisable sur 10 ans au niveau français, permettant de lancer, si possible dès 1 an, un premier appel d'offre. L'identification des sources (publiques et privées) et des modalités de financement de ce programme, et la proposition d'un mode de pilotage de ce programme ;
 - la mise en place d'une stratégie de valorisation des résultats : objectifs, modalités de travail avec les acteurs (conservant les atouts de la mise en réseau opérée pendant cette première étape) ;
 - les modalités de l'articulation de ce programme avec des initiatives européennes et internationales.

Cette étape nécessite la **mise en place d'une équipe projet de coordination scientifique** qui aura la charge de piloter le travail collectif débouchant sur la rédaction du programme de recherche et des propositions de projets en répondant aux appels à financement.

2021	2022	2023	2024	2031	Total (sur 10 ans)	Commentaire
0,350	4,000	9,250	9,250	9,250	87,600	Etat + cofinancement Européen

Projet 2.

Des **chantiers d'action en mer** : dans la ZEE française ; tout particulièrement en Polynésie française et en Nouvelle Calédonie, et dans la Zone, avec les deux contrats détenus par la France auprès de l'AIFM avec l'Ifremer comme contractant. Il s'agit surtout d'une **amplification des travaux d'exploration**.

Porteur : le MESRI

Les moyens publics envisageables : la TGIR Flotte Océanographique Française (FOF), les navires du SHOM et de la Marine nationale, qui pourraient être complétés par les moyens des acteurs privés.

Pour la période 2020-2030 plusieurs chantiers dans la « Zone » sont en cours, qui mobilisent en France pour l'essentiel des moyens humains opérationnels de l'Ifremer et la TGIR FOF.

Pour le permis Pacifique (zone de fracture Clarion-Clipperton), le partenariat avec l'opérateur norvégien Equinor devrait faire l'objet d'un accord finalisé avant juin de cette année, après avis du conseil de l'Autorité d'un MOU retraçant les grandes lignes de ce partenariat conclu entre l'Ifremer et Equinor, en octobre dernier¹. Les besoins financiers sont à ce jour évalués entre 8 et 11 M€ sur 5 ans. Ils devraient être financés à 90% par le partenaire norvégien.

Deux campagnes hauturières devront être réalisées, dont une les deux premières années, durant lesquelles les données environnementales dans la colonne d'eau pourraient être collectées. Ces campagnes devraient aussi se traduire par la mobilisation de PMI françaises spécialisées dans l'exploration des grands fonds. Ces travaux concernant l'impact de la production de ressources minérales profondes permettront à l'Ifremer de fournir à l'État des éléments dont il a besoin dans le cadre de sa future stratégie nationale d'exploration et d'exploitation durable des ressources minérales sous-marines.

De **nouveaux chantiers seront étudiés**, l'un en Polynésie française, l'autre en Nouvelle Calédonie, avec l'implication des différentes parties prenantes territoriales.

Le chiffrage estimé de l'ensemble de ce programme doit être précisé.

2021	2022	2023	2024	2031	Total (sur 10 ans)	Commentaires
3,000	7,000	7,000	7,000	7,000	68,000	Etat + éventuels partenaires industriels (permis AIFM) + collectivités locales (ZEE)

Priorité II. Amplifier et partager les efforts de protection des fonds marins dans le cadre d'une stratégie de sauvegarde de ces écosystèmes et de poursuite d'une stratégie d'exploration et d'exploitation durable de leurs ressources.

Il s'agit ici de travailler à la cohérence entre la protection des grands fonds marins et la poursuite d'une démarche durable d'exploration et d'exploitation des ressources minérales, en développant une stratégie de protection de ces écosystèmes intégrant notamment la stratégie des aires protégées 2030.

La France a adopté une stratégie nationale en matière d'aires protégées 2020-2030 visant à concrétiser l'engagement du président de la République de placer 30% des espaces sous juridiction en aires protégées² dont un tiers de protection forte (soit 10%), d'ici 2022. Ce réseau ainsi désigné devra être efficacement géré d'ici 2030. Ainsi, il s'agit

1 Ce partenariat reste confidentiel, tant que le contrat effectif n'est pas signé et avalisé par l'AIFM.

2 Cf. adoption de la stratégie nationale parue en janvier 2021.

de mettre en œuvre les conditions d'une compatibilité entre la stratégie des grands fonds marins avec d'une part la stratégie « aires marines protégées » et d'autre part avec les engagements internationaux de la France en matière de protection de la biodiversité marine.

Projet 3. Il sera réalisé une cartographie des espaces à protéger et des espaces ouverts à une éventuelle exploitation durable et d'être en mesure d'afficher un calendrier à la fin du quinquennat.

Porteur : le MTE

Priorité III. Dans le cadre de notre environnement maîtrisé, valoriser les ressources des grands fonds marins en lien avec le potentiel industriel français.

Projet 4. L'objectif est la création d'un **démonstrateur** destiné à tester l'impact, le cadre, et la faisabilité d'une exploitation minière durable des grands fonds marins. Les données acquises au cours du processus de mise en œuvre donneront la possibilité à chaque étape de poursuivre ou de renoncer à une exploitation industrielle et il devra engager toutes les parties prenantes. Un tel projet global contribuerait à mettre la France en position proactive au sein de l'Union européenne pour étudier la mise en place d'un cadre exigeant en matière d'évaluation de l'impact environnemental de l'exploration et de l'exploitation des fonds marins.

Porteur : le MEFR/ INDUSTRIE

Il s'agira tout **d'abord** de déterminer **le lieu** où ce démonstrateur pourrait être mis en place. Ce choix doit être éclairé par la cartographie du projet 3.

Trois hypothèses sont d'ores et déjà identifiées :

- Dans la ZEE française, Nouvelle-Calédonie ou Polynésie. En Nouvelle-Calédonie, si une telle hypothèse est étudiée plus avant, la réalisation en amont d'une étude du type que l'IRD a réalisée en Polynésie française serait un préalable³.
- Dans la Zone, dans le cadre de l'un des deux contrats détenus par la France, avec l'Ifremer comme contractant ; donc soit dans le Pacifique, soit dans l'Atlantique, et en coopération avec un ou plusieurs autres contractants.
- Dans la ZEE d'un pays européen, telle que par exemple celle de la Norvège, en partenariat avec ce pays et l'Allemagne. Cette troisième hypothèse offre plusieurs avantages : elle porte une coopération européenne avec deux pays, l'Allemagne et la Norvège avec lesquels la France, via l'Ifremer et le Cluster Maritime Français ont des liens étroits.

3 L'expertise collégiale sous la direction de l'IRD, *Les ressources minérales profondes en Polynésie française*, 2016.

Elle peut contribuer à positionner l'Europe sur une problématique responsable de l'exploration et de l'exploitation des grands fonds marins qui est commune à l'ensemble des Etats membres. Des partenariats avec d'autres pays européens devront également être étudiés.

Une fois le lieu déterminé avec les acteurs concernés, il s'agira d'élaborer un **mode de gouvernance** adéquat et un modèle financier, avec l'ensemble des parties prenantes, industrielles, scientifiques, mais aussi législatives ou encore socio-politiques, en prenant en considération le cadre juridique existant (Zone sous juridiction ou Zone).

La première phase de mise en œuvre du projet « démonstrateur » pourra alors commencer. Elle concernera l'exploration et la reconnaissance du site. En parallèle, sera réalisée une étude relative à une meilleure reconnaissance d'un site cible. Le chiffrage estimé de l'ensemble de ce programme doit être précisé.

2021	2022	2023	2024	2031	Total (sur 6 ans)	Commentaires
7,000	18,000	37,000	54,000	/	150,000	Etat + cofinancement Européen + éventuels partenaires industriels

Priorité IV. Renforcer le partenariat avec les collectivités d'outre-mer en particulier dans le Pacifique et engager une stratégie multipartenaires aux niveaux européen et mondial.

Le plan d'action de cette priorité comporterait trois volets (donc 3 projets) de nature différente mais complémentaires. Ces trois projets conduits en synergie ont pour objectif de mieux comprendre les enjeux de l'exploration des grands fonds.

Projet 5. Mener à bien une **étude pluridisciplinaire** destinée à fournir aux autorités publiques une compréhension globale de l'ensemble des enjeux relatifs à notre sujet et de leurs relations étroites : chaque enjeu ne peut continuer à être traité séparément, sans lien avec les autres, au détriment de l'efficacité de l'action publique.

Porteur : le MIMER

Il est indispensable qu'elle soit clairement articulée avec trois autres actions structurantes du programme GFM décrites *supra* : un grand programme de recherche sur les GFM (projet 1), un démonstrateur orienté vers l'extraction et l'utilisation de minerais sous-marins dans les chaînes d'approvisionnement en matériaux de base au format novateur allant au-delà du pilote industriel classique (projet 4) et un programme d'exploration de la ZEE française et de la Zone permettant de poursuivre l'inventaire des

ressources potentielles (projet 2).

Il s'agit de co-construire le projet et la gouvernance de l'expertise, en impliquant les représentants politiques, coutumiers et de la société civile des territoires concernés. Le périmètre de l'étude comporte la ZEE française et la zone internationale des fonds marins (en particulier la zone Clarion-Clipperton).

L'étude pourrait être réalisée sur 20 mois. Le chiffrage estimé de l'ensemble de ce programme doit être précisé.

2021	2022	2023	2024	2031	Total	Commentaires
0,500	0,500	/	/	/	1,000	Etat

Projet 6.

Avancer vers la mise en place d'une **stratégie internationale** qui ne peut être que multipartenaires, au niveau **européen** avec des États comme l'Allemagne et la Norvège, et dans la zone **indopacifique**, avec des pays tels que l'Inde, la Corée du Sud et le Japon qui connaissent et apprécient notre investissement dans ce domaine. La France pourrait ainsi contribuer à promouvoir en particulier une vision de l'exploration et de l'exploitation des grands fonds marins intégrant pleinement la responsabilité sociale et environnementale des acteurs impliqués.

Porteur : le MEAE

Au cours des 18 premiers mois, il est possible dans le champ européen d'engager la construction d'un partenariat avec dans un premier temps l'Allemagne et la Norvège, si l'accord de partenariat entre Equinor et l'Ifremer se confirme, sans exclure d'autres États européens (Belgique, Pays-Bas par exemple).

Pour cela, nous pouvons bénéficier sur un plan pratique de plusieurs atouts, et en particulier :

- Les premiers acquis du partenariat entre l'Ifremer et le groupe norvégien Equinor (cf projet 2) élaboré dans la perspective du renouvellement du permis AIFM dans le Pacifique ;
- Des relations de confiance qui existent de longue date entre le Cluster Maritime Français (CMF) et son homologue allemand la DESMA (*Deep Sea Mining Alliance*), qui regroupe les industriels concernés avec un fort soutien des autorités allemandes ; notons aussi les liens existants entre la DESMA et son homologue norvégien, le NMM (*Norwegian Forum for Marine Minerals*) ;
- Ou encore les liens existants entre l'Ifremer et de multiples opérateurs allemands dont le GEOMAR (le Centre Helmholtz pour la recherche océanographique de Kiel), qui forme avec 25 instituts partenaires allemands et 6 universités, le cluster « Océan du futur », lequel étudie les

changements actuels de l'océan, les potentiels et risques associés ;

- Des partenariats avec d'autres intervenants européens pourront également être recherchés.

Pour ce qui concerne des partenaires possibles dans la zone indo-pacifique, trois projets au moins sont envisageables au cours des prochains mois :

- le lancement du projet d'observatoire de l'Ifremer avec l'opérateur japonais JAMSTEC (Japan Agency for Marine-Earth Science and Technology). Les discussions se poursuivent et portent actuellement sur l'identification de la zone vers laquelle les recherches s'orienteraient. L'objectif, à ce stade, est la mise au point de technologies pour l'observation de l'océan profond et des impacts anthropiques qui peuvent l'affecter. Ces éléments sont des prérequis pour aborder ensuite, l'opportunité qu'il y aurait à traiter de l'intérêt d'une éventuelle exploitation durable des ressources minérales profondes ;
- le développement de la coopération franco-indienne dans le cadre d'un partenariat sur l'économie bleue : parmi les axes de coopération envisagés, l'un d'entre eux concerne les sciences marines, l'exploration des grands fonds (avec en particulier un partenariat concernant les engins d'observation et d'exploration des fonds marins) et la protection de la biodiversité.
- l'inscription dans le dialogue maritime avec l'Indonésie. La feuille de route est en cours d'élaboration. A ce stade, peut être évoquée la possibilité d'y insérer un volet « grands fonds marins », sous réserve d'avoir une stratégie claire du côté français et un intérêt des opérateurs susceptibles d'être intéressés ;

Les besoins financiers seront étudiés.

Projet 7. Réaliser dans la durée une veille sur l'évolution des besoins et des ressources et une capitalisation des informations courantes sur les grands fonds marins.

Porteur : MEFR/MTE (DGALN)

Les quatre actions prévues seront engagées au cours des 18 premiers mois, la première partie dès 2021, sur la base des données existantes et les suivantes à partir de janvier 2022, après signature d'une convention entre le MTE, le BRGM, et l'IFREMER portant sur ce programme spécifique :

- analyse des politiques étrangères d'exploration minière : analyse des stratégies des principaux pays disposant de contrats délivrés par l'AIFM, au regard de leur politique nationale ; analyse de la politique des entreprises privées disposant de contrats ou impliquées dans l'exploration et l'exploitation des fonds marins.
- analyse et mise en perspective économique des résultats miniers obtenus lors des campagnes (2 contrats AIFM, ZEE Nouvelle-Calédonie et Polynésie française et démonstrateur) : l'analyse sera menée par le BRGM et l'Ifremer.

- évaluations économiques, simulations de l'impact économique de nouvelles sources d'approvisionnement, structuration des filières industrielles internationales liées aux travaux miniers offshore : point de situation sur la structuration des filières avec une analyse conjointe BRGM/Ifremer ; une analyse sur la base des rapports de veille de l'Ifremer, avec à 12 mois un rapport et une restitution.
- aide à la définition d'une stratégie : cibles d'intérêts prioritaire, tant à terre qu'en mer dans la ZEE française et dans la Zone, ainsi que des partenariats à envisager pour les ressources des GFM ou la sécurisation/prise de participation dans d'autres projets : propositions par le BRGM et l'Ifremer, notamment sur la base des actions 1 et 2 précédentes. A 12 mois, la production d'un rapport et une restitution. Une action réalisée chaque année.

Le chiffrage estimé de l'ensemble de ce programme doit être précisé.

2021	2022	2023	2024	2031	Total (sur 10 ans)	Commentaires
0,200	0,200	0,200	0,200	0,200	2,200	Etat

Priorité V. Travailler à la future et indispensable information des populations et des décideurs sur les ressources de l'océan profond, leur utilisation durable au service d'une prospérité commune, ainsi qu'à l'implication de toutes les parties prenantes dans les choix éventuels en matière d'exploration ou/et d'exploitation responsable des grands fonds marins.

Construire dans ce domaine un dispositif de gouvernance participatif est indispensable. La question du moratoire en matière d'exploration et d'exploitation est évoquée de manière générale par certaines ONG. Il convient de l'aborder avec attention et sans dogmatisme quel qu'il soit en distinguant bien l'exploration de l'exploitation et les zones sous juridiction de la Zone.

Projet 8. Étudier et échanger sur les expériences en matière de gouvernance et de participation réalisées dans d'autres pays, en distinguant les zones sous juridiction et la Zone.

Porteur : le MIMER

Analyser ce qui a été fait en matière de gouvernance et de participation dans d'autres pays constitue une étape fort utile et contribuerait à mieux

comprendre les termes de ce débat et à aider la France à y jouer son rôle en engageant un dialogue tant en interne qu'en se préparant à un éventuel débat au sein de l'instance internationale concernée, l'AIFM.

La construction d'un dispositif de gouvernance participative implique à la fois de réfléchir au cadre réglementaire et d'impliquer les populations dans le processus et pas seulement en amont de la décision mais dans le suivi à la fois des projets individuels et des politiques publiques qui seront mis en place. Une **étape indispensable consiste en une analyse des expériences passées ou en cours.**

Ce travail inclura deux étapes :

- une revue de la littérature et de la documentation législative, politique, juridique, administrative sur le sujet ;
- un atelier d'échange organisé par exemple en Nouvelle-Calédonie sur les expériences des territoires et pays du Pacifique en la matière.

2021	2022	2023	2024	2031	Total	Commentaires
0,215	/	/	/	/	0,215	Etat

Chronique possible d'un financement du programme GFM sur 10 ans

Projets

Financement

		2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	Total	
1. Programme de Recherche	MESRI	0,350	4,000	9,250	9,250	9,250	9,250	9,250	9,250	9,250	9,250	9,250	87,600	Etat + cofinancement Européen
2. Exploration ZEE et Permis AIFM	MESRI	3,000	7,000	7,000	7,000	7,000	7,000	7,000	7,000	7,000	6,000	3,000	68,000	Etat + éventuels partenaires industriels (permis AIFM) + collectivités locales (ZEE)
3. Cartographie des espaces à protéger et des espaces ouverts à une éventuelle exploration durable	MTE	N/A											N/A	Etat
4. Démonstrateur	MEFR	7,000	18,000	37,000	54,000	21,000	13,000						150,000	Etat + cofinancement Européen + éventuels partenaires industriels
5. Etude multidisciplinaire pour une compréhension des enjeux	MIMER	0,500	0,500										1,000	Etat
6. Stratégie internationale	MEAE	N/A											N/A	Etat
7. Veille sur ressources minérales des GFM	MEFR/MTE (DGALN)	0,200	0,200	0,200	0,200	0,200	0,200	0,200	0,200	0,200	0,200	0,200	2,200	Etat
8. Etude gouvernance et participation travaux AIFM	MIMER	0,215											0,215	Etat
		11,265	29,700	53,450	70,450	37,450	29,450	16,450	16,450	16,450	15,450	12,450	309,015	

Annexe :

Tableau récapitulatif des projets proposés par grande priorité et calendrier de mise en œuvre pour les 18 premiers mois

Priorités	Projets	Calendrier de mise en œuvre	Perspectives à terme
		18 premiers mois	
Poursuivre et amplifier une action résolue et raisonnée et dans la durée d'acquisition des connaissances sur les écosystèmes des grands fonds et les ressources minérales sous-marines, tant sur le plateau continental que dans la Zone..	1. Un ambitieux programme de recherches autour de 5 axes, avec des impacts sur les autres priorités, mobilisant l'ensemble de la communauté scientifique nationale, puis européenne. 2. Des chantiers d'actions à la mer : continuité/renouvellement des 2 permis AIFM et deux nouveaux chantiers en ZEE : en Polynésie française et Nouvelle-Calédonie.	Mise en place du réseau, du copil, élaboration collective de l'état des lieux et programme de recherche réalisable sur 10 ans Amplification des travaux d'exploration relatifs aux 2 permis AIFM / Sélection des priorités avec acteurs territoriaux et premières acquisitions de données en PF et NC.	Mise en œuvre du programme de recherche Evaluation argumentée des ressources de la ZEE et évaluation prouvée des réserves sur les contrats AIFM détenus par la France.
Amplifier et partager les efforts de protection des fonds marins dans le cadre d'une stratégie de sauvegarde de ces écosystèmes et de poursuite d'une stratégie d'exploration et d'exploitation durable de leurs ressources.	3. Réaliser une cartographie des espaces à protéger et des espaces ouverts à une éventuelle exploitation durable.	Réalisation	
II. Dans le cadre de notre environnement maîtrisé, valoriser les ressources des grands fonds marins en lien avec le potentiel industriel français	4. Pilote destiné à tester l'impact, le cadre et la faisabilité d'une exploitation minière durable des GFM.	Choix du lieu. Puis première phase, exploration et reconnaissance du site. En lien avec les parties prenantes.	Meilleure connaissance d'un site cible. Coordination avec les travaux d'autres opérateurs en cours. Jalon à la fin de la première phase : décision ou non du passage vers l'avant-projet du Pilote.

Priorités	Projets	Calendrier de mise en œuvre	Perspectives à terme
		18 premiers mois	
IV. Renforcer le partenariat avec les collectivités d'outre-mer en particulier dans le Pacifique et engager une stratégie multipartenaires au niveau européen et mondial.	5. Réaliser une étude pluridisciplinaire destinée à fournir aux autorités publiques une compréhension globale des enjeux et de leurs liens étroits .	<p>Organisation d'une concertation avec les territoires concernés Outre-mer et construction d'un projet d'expertise commun Etat/territoires.</p> <p>Atelier initial Signature de la convention Réunions collégiales 1, 2 et 3. Remise du pré-rapport aux commanditaires Livraison du rapport final Edition de l'ouvrage Restitution publique</p>	Expertises spécifiques par territoire Identifications de thématiques pour le grand programme de recherche et le pilote.
	6. Avancer sur une stratégie multipartenaires au niveau européen en particulier avec l'Allemagne et la Norvège ou avec d'autres partenaires européens, et dans la zone indopacifique avec des Etats partageant des objectifs communs (Inde, Australie, Corée du Sud, Japon).	<p>Etude du lancement d'un partenariat France-Allemagne-Norvège sur la base du partenariat Ifremer/Equinor. Ou avec d'autres partenaires européens. Puis portage de cette collaboration au niveau européen.</p> <p>Zone indo-pacifique : GFM et observatoire Ifremer/Jamstec en NC ; coopération franco-indienne, et dialogue avec l'Indonésie.</p>	Scénario à envisager à la suite : la consolidation d'un opérateur minier européen (en lien avec le projet 3 en fonction de ses résultats).
	7. Réaliser dans la durée une veille sur l'évolution des besoins et des ressources et une capitalisation des informations courantes sur les GFM	<p>Analyse politiques étrangères d'exploration/ analyse économiques des résultats miniers obtenus lors des campagnes Ifremer/simulations de l'impact éco de nouvelles sources d'appro./aide à la déf. D'une stratégie (cibles, partenaires, etc).</p>	Poursuite des travaux de veille, rapports annuels, actions à mener conjointement BRGM/Ifremer.

Priorités	Projets	Calendrier de mise en œuvre	Perspectives à terme
		18 premiers mois	
Travailler à la future et indispensable information des populations et des décideurs ainsi qu'à l'implication de toutes les parties prenantes dans les choix éventuels en matière d'exploration ou/et d'exploitation responsable des grands fonds marins.	8. Etudier les expériences en matière de gouvernance et de participation réalisées dans d'autres pays.	Cette opération préalable doit alimenter l'expertise collective (projet 4) puis le programme de recherche (projet 1) en apportant des éléments comparatifs de réflexions sur les dispositifs de gouvernance participative de l'enjeu minier sous-marin et en impliquant les représentants des territoires concernés dans cette dynamique.	